

pouvoir compter sur leur savoir-faire et leur esprit d'initiative. Et ce paradoxe joue tout aussi bien au Canada que dans les pays du Tiers-Monde puisque le développement d'une région ou d'un pays doit nécessairement s'appuyer sur l'entreprise, même quand l'activité économique est fortement réglementée. Or, peut-être par déférence mais plus probablement par méfiance réciproque ou par gaucherie, l'homme d'affaires n'est jamais invité aux grandes conférences économiques nationales ou internationales; les milieux d'affaires ne sont pas vraiment convoqués au dialogue Nord-Sud, sinon comme simples exécutants.

Plus qu'un paradoxe, il y a là une contradiction. C'est en effet l'homme d'affaires qui souffre de l'image la plus négative dans les cercles intéressés au développement international tandis que le tandem politicien-technocrate jouit, lui, de la plus noble considération! Ne devrait-on pas attendre le contraire? Des géants comme Argus, Alcan, Bata ou Bombardier, et des firmes au savoir-faire aussi complexe que Massey-Ferguson ou Lavalin, modèlent chaque jour l'économie, et leur présence dans tant de pays du Tiers-Monde a beaucoup d'effet sur le développement. On peut reprocher aux milieux d'affaires de se préoccuper d'abord de leur propre intérêt, mais on assiste, depuis une dizaine d'années, à une conversion de ces mêmes milieux à la nécessité de modifier les règles du jeu économique international.

Leurs représentants sont en général conscients de l'inter-relation et de la complémentarité des peuples et des Nations. Ils sont désireux de participer aux décisions qui vont changer l'ancien ordre économique mondial. Cependant, entre le diplomate, le journaliste, l'expert et le politicien, l'homme d'affaires n'a pas trouvé la place qui devrait lui revenir dans les grandes conférences, encore moins dans ce "dialogue Nord-Sud" qui est toujours la chasse gardée des chefs d'Etat et de gouvernements. Pourtant, comme le disent les historiens de l'économie, notamment Fernand Braudel auquel on doit une passionnante histoire du capitalisme européen, l'entrepreneur "fabrique la vie quotidienne des gens, il en est l'expert et le meilleur critique", et, peut-on ajouter, c'est "lui qui manipule les clés pour comprendre le monde".

La leçon de nos échecs

Examinons avec des yeux d'entrepreneur quelques erreurs commises *ad nauseam* depuis que les Nations-Unies proclamaient, en 1960, La Première Décennie du Développement. La première de ces erreurs, plus grave quand elle est perpétrée par des canadiens qui vivent dans un système d'économie libre, c'est de croire que le développement découle directement de l'action du gouvernement. C'est une illusion aux lendemains amers: Montréal ne s'est pas développée ainsi, mais plutôt grâce aux initiatives des entrepreneurs, comme New York, Calgary, Londres ou Amsterdam. L'histoire économique nous apprend encore que la croissance de ces économies a été stimulée par la naissance d'un marché, d'abord local puis rapidement élargi, un "marché" c'est-à-dire un lieu de contact entre acheteurs et vendeurs de produits ou de services, un "marché" c'est-à-dire encore un risque, une initiative et un profit. Or, c'est toujours le même modèle qui s'applique.